

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) dans la localité de Minembwe et ses environs

Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo

27 - 30 octobre 2020

Contexte

Depuis près de deux décennies, la région des Hauts-Plateaux (à cheval sur les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira), dans la province du Sud-Kivu, est en proie à de graves tensions intercommunautaires ainsi que des affrontements entre groupes armés.¹ Ceux-ci résultent, entre autres, en de fréquent déplacements de population, des destructions d'abris et des incidents de protection, qui accentuent la détérioration des relations entre les différentes communautés de ces territoires. De nouveaux pics de violence ont eu lieu dans le territoire de Fizi en février 2019, puis début mai 2020, entraînant d'importants déplacements de population dans les localités de Mikalati, Minembwe, Itombwe et de Mikenge.²

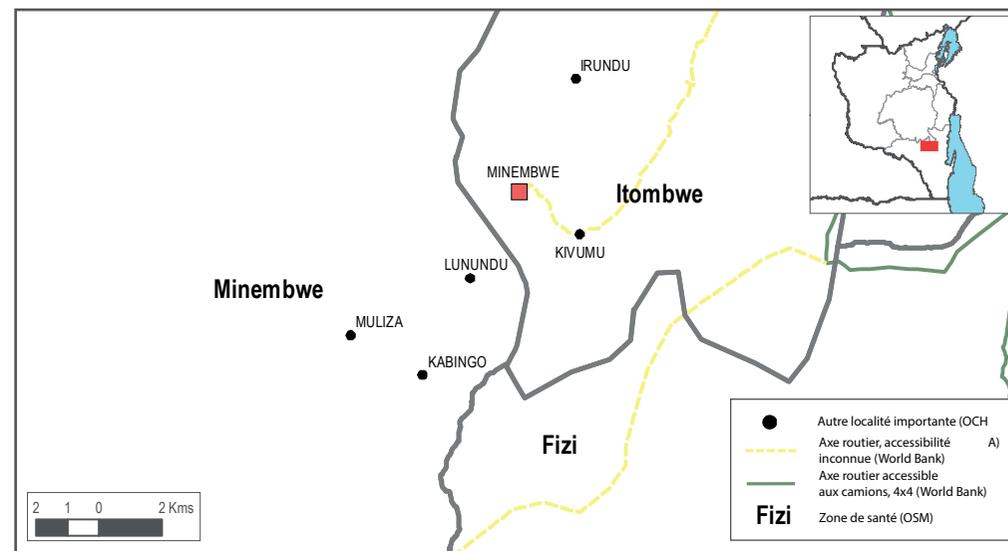
Ces violences sont aggravées par la lutte constante pour le contrôle des ressources économiques et l'isolement de l'ensemble du territoire dû à son enclavement géographique sont autant de facteurs qui rendent l'accès au territoire de Fizi difficile, entravent les interventions des acteurs humanitaires, et font obstacle à son développement économique. Ces conflits entraînent de nombreux déplacements de population, destructions de logements, ainsi que de multiples incidents de protection, aggravant constamment les relations entre les différentes communautés de ces territoires.³

Méthodologie

En réponse à une requête du Comité de Coordination Opérationnelle pour la Réponse Rapide aux Alertes Humanitaires (CORAH) Sud-Kivu et à un important besoin d'information sur la situation dans les Hauts-Plateaux, REACH a réalisé une évaluation rapide multisectorielle (ERM) couvrant la localité de Minembwe dans la zone de santé (ZS) d'Itombwe (Province du Sud-Kivu), ainsi que les localités alentours de Irundu, Kabingo, Kivumu, Lunundu et Muliza. Au total, **43 entretiens ont été réalisés à distance avec des informateurs clés (IC) entre le 27 et le 30 octobre 2020.**

Les résultats présentés ci-dessous sont des fréquences de citation de réponses des IC interrogés, et doivent être considérés comme indicatifs seulement. Les Hauts-Plateaux du territoire de Fizi (Province du Sud-Kivu) et plus particulièrement la localité de Minembwe sont difficiles d'accès, notamment dû aux continuelles confrontations armées et aux violences commises à l'encontre des populations. En raison du contexte sécuritaire, il a été décidé de réaliser la collecte de données à distance, via des entretiens téléphoniques avec des IC sélectionnés selon les critères suivants : en fonction de leur connaissance détaillée, approfondie et récente (de moins d'un mois) de la situation humanitaire dans la localité évaluée, ainsi qu'en se fondant sur leur fonction (chef de village, leader ...) et/ou sur leur emploi (administratif, organisation non-gouvernementale (ONG), marchand). Ces IC ont également fourni les contacts d'autres IC pertinents dans ces localités difficiles d'accès (méthode d'échantillonnage en « boule de neige »), qui ont aussi été contactés par téléphone.

Localisation des localités évaluées



Nombre d'entretiens réalisés par localité :

Localités enquêtées	Total entretiens
Irundu	5
Kabingo	4
Kivumu	13
Lunundu	10
Minembwe	8
Muliza	3

¹ Inter-Cluster Régional (ICR) du Sud-Kivu (décembre 2019). « Plan de réponses stratégique et opérationnel face à l'impact humanitaire de la crise dans les Moyens et Hauts-Plateaux de Fizi et de Mwenga ».

² OCHA (mars 2020). « Plan opérationnel 2020, Sud-Kivu et Maniema ».

³ OCHA (novembre 2020). « Note d'informations humanitaires pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema ».



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire

Trois principales activités de subsistance de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC :*



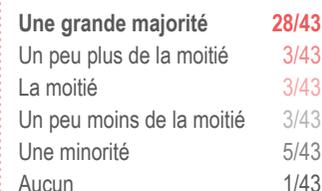
Trois principales sources de nourriture de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



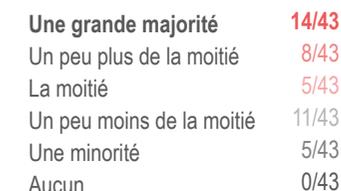
Trois principales barrières à l'agriculture pour la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



Proportion de ménages des localités enquêtées dont les cultures ont été endommagées suite aux conflits, selon les IC :*



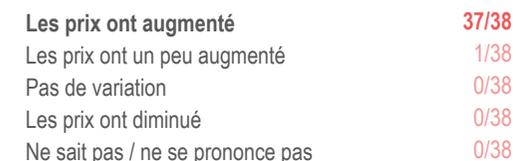
Proportion de ménages des localités enquêtées pratiquant l'agriculture, selon les IC :*



Disponibilité des produits sur la marché suite aux conflits, selon les 38 IC rapportant la présence d'un marché à moins de 45 minutes de marche :



Fluctuation des prix sur la marché suite aux conflits, selon les 38 IC rapportant la présence d'un marché à moins de 45 minutes de marche :



Tous les IC ont identifié l'agriculture de subsistance comme étant le principal moyen de subsistance des ménages des localités évaluées, suivi du travail journalier (24/43) et du petit commerce (y compris la vente de braises ou de charbon) (17/43). Cela concorde avec le fait qu'une majorité des IC (29/43) ont rapporté que plus de 75% de la population avait accès à la terre. Il n'y avait pas de consensus sur la part de la population des localités évaluées pratiquant l'agriculture, ce qui peut être lié au fait qu'une majorité des IC (28/43) ont rapporté qu'une grande majorité des cultures étaient endommagées suite aux conflits. De plus, les barrières à l'agriculture les plus fréquemment rapportées par les IC étaient le manque de semence (34/43), suivi de l'insécurité et les violences (24/43) ainsi que du manque de terre ou une superficie trop petite (23/43). Le pillage du bétail était également la seconde préoccupation de protection la plus fréquemment rapportée par les IC pour tous les genres et tranches d'âges confondus (voir la section protection pour plus d'informations). Toutes ces raisons peuvent constituer un frein à la pratique de l'agriculture dans les localités évaluées. La quasi-totalité des IC (42/43) ont rapporté la production personnelle comme principale source d'acquisition de nourriture, bien que la pratique de l'agriculture semble être entravée par les barrières susmentionnées. Les autres sources d'acquisition de nourriture les plus fréquemment rapportées par les IC étaient petit commerce (y compris la vente de braises ou de charbon) (34/43), suivi du travail pour de la nourriture ainsi que l'échange de produits ou le troc contre de la nourriture (24/43 pour les deux).

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

* Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire

Situation de la faim de la plupart des ménages des localités, selon les IC :

Presque pas de faim	1/43
La faim est limitée	1/43
La faim est importante	41/43
La faim est la pire qu'elle puisse être / famine	0/43

Nombre de repas quotidien pris par la plupart des habitants des localités, selon les IC :

< 1 repas par jour	0/43
1 repas par jour	34/43
2 repas par jour	9/43
3 repas par jour	0/43
Ne sait pas	0/43

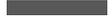
Deux principales stratégies de survie utilisées par la population les plus fréquemment citées par les IC :*

 Consommation de semences destinées à la prochaine saison ou récolte de cultures qui ne sont pas encore prêtes, emprunter et/ou demander de la nourriture	34/43	
Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	29/43	

En ce qui concerne les stratégies de survie liées au manque de nourriture, une grande majorité des IC (34/43) ont rapporté la consommation de semences destinées à la prochaine saison ou la récolte des cultures qui ne sont pas encore prêtes, ainsi que l'emprunt ou la demande de la nourriture. L'achat de nourriture avec de l'argent emprunté était la troisième stratégie de survie la plus fréquemment rapportée par les IC (29/43). La quasi-totalité des IC (41/43) ont rapporté que la faim était importante pour la plupart des ménages vivant dans la localité et une majorité des IC (34/43) ont mentionné que ceux-ci mangeaient généralement un seul repas par jour. Les résultats en terme de sécurité alimentaire font ressortir une situation préoccupante, corroborée par le fait que la nourriture était le premier besoin prioritaire rapporté par les IC. L'usage de stratégies de survie telles que la consommation de semences ne sont également pas soutenables à long terme.

Santé

Les problèmes d'accès aux soins pour les ménages les plus fréquemment cités par les IC interrogés :*

Manque de moyens pour payer les soins de santé	41/43	
Manque de médicaments	30/43	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	11/43	



Tous les IC (43/43) ont rapporté que les structures de santé (centre, clinique, hôpital) étaient le principal lieu de soin utilisé par les ménages de la localité évaluée.

Maladies affectant les adultes des localités, les plus fréquemment citées par les IC :*

Diarrhées aiguës	34/43	
Infection respiratoire aiguë	23/43	
Paludisme	13/43	

Maladies affectant les enfants des localités, les plus fréquemment citées par les IC :*

Diarrhées aiguës	39/43	
Malnutrition aiguë globale	28/43	
Infection respiratoire aiguë	26/43	

Concernant la disponibilité et l'accès aux centres de santé, tous les IC ont rapporté les structures de santé comme étant le principal lieu de soin disponible pour les ménages, et la quasi-totalité (41/43) ont rapporté qu'elles étaient également le principal lieu utilisé par les femmes lors de l'accouchement. La quasi-totalité des IC (41/43) ont rapporté qu'une structure de santé se situait entre 45 minutes et 2 heures de marche pour la majorité des ménages des localités évaluées. Les principaux problèmes d'accès aux soins de santé rapportés étaient le manque de moyens pour payer les soins de santé (41/43), suivi du manque de médicaments (30/43) et la destruction partielle ou totale des infrastructures de santé (11/43). Les maladies les plus fréquemment rapportées par les IC dans les localités évaluées étaient la diarrhée aiguë (34/43), les infections respiratoires aiguës (23/43), et enfin le paludisme (13/43) pour les adultes, et la diarrhée aiguë (39/43), la malnutrition aiguë globale (28/43), suivi des infections respiratoires aiguës (26/43) pour les enfants.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Abris et AME

Proportion des ménages logeant dans des logements durables, selon les IC :⁴

Une grande majorité	11/43
Un peu plus de la moitié	14/43
La moitié	6/43
Un peu moins de la moitié	5/43
Une minorité	4/43
Aucun	3/43



Proportion des ménages logeant dans des abris collectifs, selon les IC :

Une grande majorité	0/43
Un peu plus de la moitié	0/43
La moitié	1/43
Un peu moins de la moitié	9/43
Une minorité	25/43
Aucun	8/43



Proportion des abris étant endommagés ou détruits dans la localité de départ suite à la crise, selon les IC :

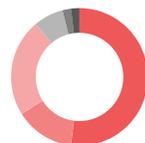
Une grande majorité	27/43
Un peu plus de la moitié	4/43
La moitié	3/43
Un peu moins de la moitié	5/43
Une minorité	4/43
Aucun	0/43



Parmi les IC indiquant la présence d'abris collectifs, un peu moins d'un tiers (11/35) a rapporté qu'au moins l'un des abris collectifs utilisés par les ménages était une école.

Proportion des ménages non déplacés accueillant des ménages déplacés, selon les IC :

Une grande majorité	22/43
Un peu plus de la moitié	6/43
La moitié	10/43
Un peu moins de la moitié	3/43
Une minorité	1/43
Aucun	1/43



Proportion des ménages ayant subi des pertes d'AME suite à la crise, selon les IC :

Une grande majorité	31/43
Un peu plus de la moitié	2/43
La moitié	6/43
Un peu moins de la moitié	3/43
Une minorité	1/43
Aucun	0/43



Abris

En ce qui concerne la situation en matière de logement dans les localités évaluées, plus de la moitié des IC (25/43) ont rapporté qu'un peu plus de la moitié des ménages (entre 51% et 75%) vivait dans des logements durables, et que moins de 25% vivait dans des logements collectifs. Un peu moins d'un tiers des IC (11/43) ont rapporté qu'au moins l'un de ces logements collectifs était une école.

Un peu plus de la moitié des IC (26/43) ont indiqué que les abris dans les localités de départ d'une grande majorité (plus de 75%) des ménages déplacés étaient endommagés ou détruits. Environ un tiers des IC (31/43) ont rapporté que le niveau de destruction de ces abris était total, constituant potentiellement un frein au retour des ménages déplacés. La localité de Minembwe et les localités environnantes semblaient être généralement des localités d'accueil dans la ZS d'Itombwe, avec une grande majorité des IC (38/43) rapportant qu'au moins la moitié des ménages non déplacés et retournés accueillait des ménages déplacés au moment de la collecte de données.

AME

Le second besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC était le besoin en AME (20/43). Cela est corroboré par le fait que 31 des IC interrogés aient indiqué que plus de 75% des ménages avaient subi des pertes d'AME suite aux conflits. Les AME les plus communément rapportés comme besoin prioritaire par les IC étaient les suivants : support de couchage (40/43), casseroles (39/43), et enfin couverture et draps (36/43).

Trois besoins prioritaires des ménages en AME les plus fréquemment citées par les IC :

NFI	Support de couchage	40/43	
	Casseroles	39/43	
	Couverture et draps	36/43	

⁴ Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

* Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁴ Dans le cadre de cette évaluation, un logement considéré comme durable est une maison ayant une construction relativement durable et faite avec des matériaux plus solides, par opposition à l'abri d'urgence qui est précaire et souvent provisoire, fait à partir de matériaux basiques, disponibles sur place et rapidement. L'abri d'urgence est généralement lié à une situation de déplacement, tandis que le logement durable est généralement plutôt lié aux communautés hôtes.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

Eau, Hygiène et Assainissement

Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau améliorée, selon les IC ^{1,5}

Une grande majorité	10/43
Un peu plus de la moitié	11/43
La moitié	4/43
Un peu moins de la moitié	10/43
Une minorité	5/43
Aucun	3/43



Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau non-améliorée, selon les IC ^{1,5}

Une grande majorité	4/43
Un peu plus de la moitié	4/43
La moitié	2/43
Un peu moins de la moitié	15/43
Une minorité	11/43
Aucun	7/43



Part des ménages n'ayant pas assez d'eau pour boire, selon les IC ¹

Une grande majorité	0/43
Un peu plus de la moitié	1/43
La moitié	1/43
Un peu moins de la moitié	4/43
Une minorité	3/43
Aucun	34/43



Part des ménages ayant seulement accès à des latrines non-améliorées, selon les IC ^{1,6}

Une grande majorité	3/43
Un peu plus de la moitié	25/43
La moitié	3/43
Un peu moins de la moitié	6/43
Une minorité	6/43
Aucun	0/43



Trois principaux problèmes limitant l'accès à l'eau les plus fréquemment cités par les IC interrogés :

	Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente aux points d'eau	29/43	
	Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	16/43	
	Les points d'eau sont trop éloignés, aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	14/43	

Trois principaux problèmes d'accès aux installations sanitaires les plus fréquemment cités par les IC interrogés ^{1*}

	Manque d'installations sanitaires ou surutilisation	40/43	
	Les installations sanitaires ne sont pas propres ou non hygiéniques	21/43	
	Les installations sanitaires ne fonctionnent pas ou sont incomplètes	18/43	

Trois principaux problèmes d'assainissement les plus fréquemment cités par les IC interrogés ^{1*}

	Présence de déchets solides domestiques	40/43	
	Présence de matières fécales	39/43	
	Présence d'eau stagnante	30/43	

En ce qui concerne les types de sources d'eau fonctionnelles les plus fréquemment rapportés par les IC, aucun consensus n'est ressorti des informations fournies par les IC, ce qui peut indiquer le besoin d'une étude plus détaillée sur la situation et les besoins en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Néanmoins, une majorité des IC (33/43) ont rapporté que moins de 50% des ménages avaient seulement accès à des sources d'eau non-améliorées. La majorité des IC (34/43) ont rapporté que l'ensemble des ménages des localités évaluées avaient accès à suffisamment d'eau pour boire, et une majorité des IC (29/34) ont rapporté que les ménages mettaient moins de 45 minutes à pied pour se rendre à la source d'eau la plus proche. Les principaux obstacles rencontrés par les populations pour accéder à l'eau étaient le nombre insuffisant de points d'eau et le temps d'attente aux points d'eau (29/43), suivi de la fermeture ou du non-fonctionnement des points d'eau au moment de la collecte de données (16/43), et de l'éloignement des points d'eau (14/43).

En ce qui concerne l'accès aux latrines, une majorité des IC (28/43) ont rapporté qu'à minima, un peu plus de la moitié des ménages (entre 51% et 75%) n'avaient accès qu'à d'installations sanitaires non-améliorées. Les problèmes d'accès aux installations sanitaires les plus communément rapportés par les IC étaient le manque d'installations sanitaires ou leur surutilisation (40/43), suivi de l'absence de propreté ou d'hygiène des installations (21/43), et de leur non-fonctionnement ou détérioration (18/43). Ces résultats mettent en avant des problèmes d'assainissement importants dans les localités évaluées, qui se traduisent par la quasi-totalité des IC (40/43) rapportant la présence de déchets solides domestiques dans les localités évaluées, suivi de la présence de matières fécales (39/43) et enfin de la présence d'eau stagnante (30/43).

¹ Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

^{1*} Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁵ Les sources d'eau non-améliorées sont des sources d'eau non-protégées de l'extérieur, telles que des puits creusés non-couverts/traditionnels, source d'eau naturelle non-aménagée, etc. A contrario, les sources d'eau améliorées sont protégées de l'extérieur, telles que eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe / forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque / échoppe / boutique à eau, eau en bouteille eau en sachet, eau de pluie, etc.

⁶ Les installations sanitaires non-améliorées sont des installations qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que les latrines à fosses ouvertes ou sans dalle, latrines traditionnelles, etc. Au contraire, les installations sanitaires améliorées sont des installations qui permettent d'éviter le contact extérieur avec les excréments, ce qui peut comprendre les latrines à fosse couverte / avec dalle, latrines à évacuation vers un réservoir ou un système d'égout, etc. (UNICEF (2006), « [Water, Sanitation and Hygiene : definition of indicators](#) »).



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Education

Présence d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche, selon les IC :



Parmi les IC rapportant la présence d'une école fonctionnelle à moins d'une heure de marche, une majorité des IC (34/38) ont rapporté que celle-ci était endommagée au moment de la collecte de données.

Deux barrières à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC chez les filles de 6 à 11 ans, selon les IC :



Deux barrières à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC chez les garçons de 6 à 11 ans, selon les IC :



Une grande majorité des IC (38/43) ont rapporté la présence d'une école primaire fonctionnelle disponible à moins d'une heure de marche pour les enfants des localités évaluées. Parmi ces IC, la majorité (35/38) a rapporté que les cours avaient lieu dans les écoles existantes. Concernant l'état des infrastructures des écoles, parmi les IC rapportant la présence d'une école fonctionnelle, une majorité (34/38) a rapporté que l'école la plus proche était endommagée, et que cela était due à des attaques par des personnes armées (34/34). La principale barrière à l'éducation rapportée par les IC pour les enfants de 6 à 11 ans était l'impossibilité pour les ménages de payer les frais scolaires (21/43).

Protection

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC interrogés pour les femmes de plus de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de plus de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les femmes de moins de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de moins de 18 ans :*



Les préoccupations de protection les plus communément rapportées par les IC étaient relativement similaires pour tous les genres et les tranches d'âges confondus (c'est-à-dire hommes et femmes de moins et de plus de 18 ans). Le pillage des biens était globalement la préoccupation de protection la plus fréquemment rapportée (38/43 pour les hommes, 33/43 pour les femmes, 37/43 pour les garçons et 33/43 pour les filles), suivi du pillage du bétail (31/43 pour les hommes, 33/43 pour les femmes, 33/43 pour les garçons et 32/43 pour les filles), et des violences intercommunautaires (23/43 pour les hommes, 24/43 pour les femmes, 18/43 pour les garçons et 17/43 pour les filles).

Malgré l'homogénéité générale des préoccupations de protection rapportées pour chacun des groupes, il est important de noter que les premières préoccupations pour les filles se distinguaient sensiblement de celles des autres groupes de population : le mariage précoce ou forcé ainsi que les violences sexuelles étaient les premières préoccupations de protection les plus fréquemment rapportées par les IC (34/43 pour les deux) pour les filles, indiquant une situation inquiétante vis-à-vis des violences basées sur le genre dans les localités évaluées.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing more effective humanitarian action